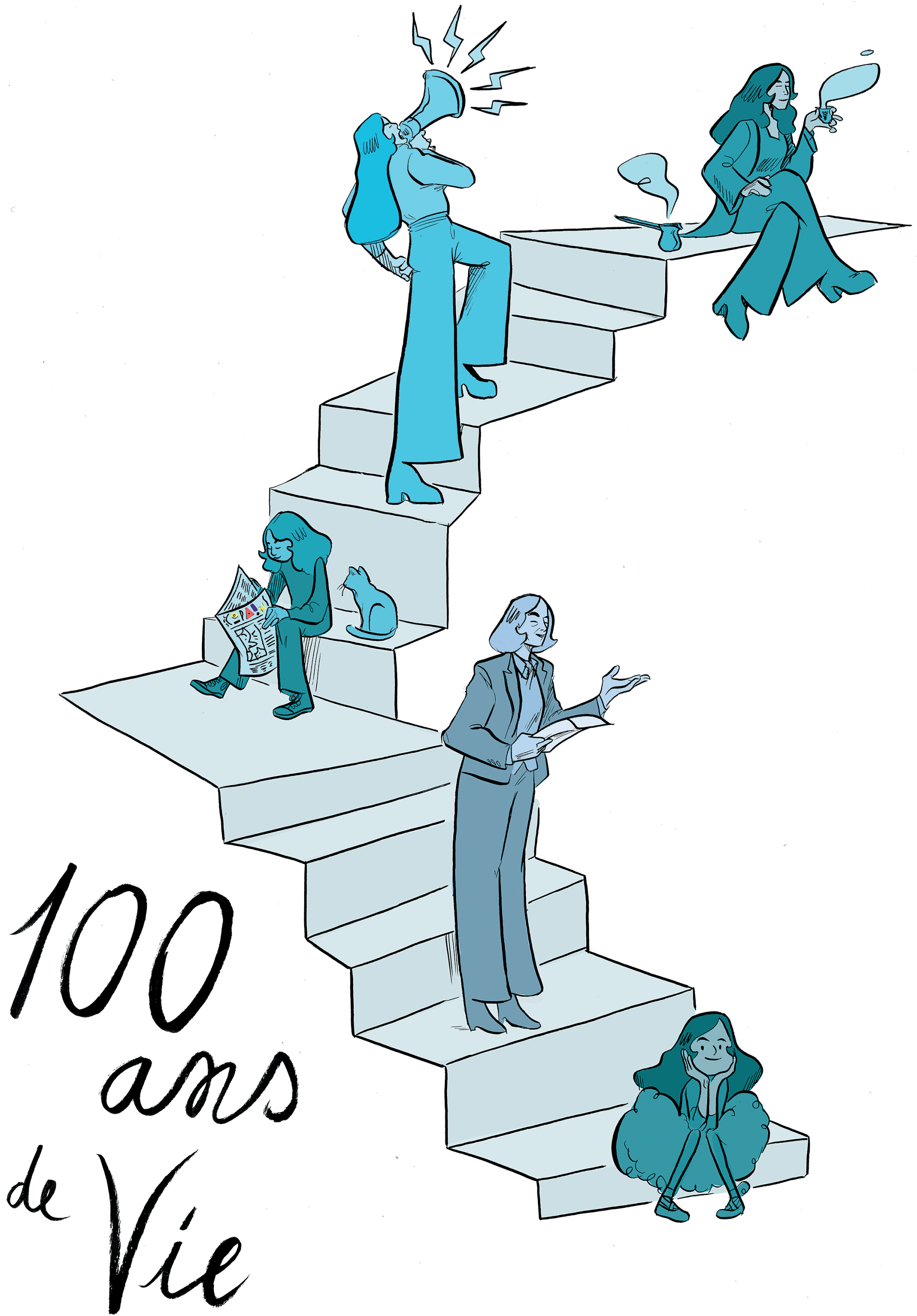


L'Orient-Le Siècle

vendredi 5 avril 2024 | N°2

QUOTIDIEN LIBANAIS INDÉPENDANT

www.lorientlejour.com



Kraytem 2024



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



ÉDITO

Grandir en 2024

Depuis Rafah, Rami Abou Jamous écrit son journal.

Par Stéphanie KHOURI

sisté aux guerres, aux occupations, à la censure et aux crises, L'Orient-Le Jour porte ce

Le fils d'un ami lui pose une question. « Tonton Rami, est-ce qu'on va rentrer chez nous ? Quand on rentrera, je t'inviterai à manger une pizza ! » Il précise. « Cet enfant ne sait pas que s'il rentre, il n'y aura pas de pizza. Il n'y aura plus de pizzerias. Il n'y aura plus rien. Tout a été détruit. » La scène a lieu dimanche 25 février 2024. Déjà presque 30 000 morts. Bientôt plus. Dans ce champ de ruines, Gaza lutte contre sa propre disparition. L'après n'existe plus que dans l'imagination rebelle d'un enfant. L'enclave palestinienne est l'allégorie d'une nouvelle réalité. Dans la région, les villes redevenant poussières. Cela a un nom : l'urbicide. D'un bout à l'autre, à Alep, Mossoul ou Falloujah, le paysage urbain se réduit. La vie humaine aussi rétrécit. Elle ne vaut plus que pour sa valeur transactionnelle.

Dans ce Moyen-Orient de feu et de sang, l'enfance n'est plus un espace de possible mais une mise au pas. Une « gestion des risques » futurs. Les régimes autoritaires l'ont compris peut-être mieux que quiconque : prendre pour cible l'enfance, c'est maîtriser ce qui vient. L'annuler, si nécessaire. De Khan Younés à Idlib, les écoles, les hôpitaux, les maternités font l'objet d'une politique de destruction quasi systématique. Les Palestiniens, les Syriens et nombre d'autres l'ont appris à leurs dépens. Grandir est un privilège. Parfois un acte de résistance. Média centenaire ayant ré-

constat dans sa chair. Notre journal est né au lendemain de la Première Guerre mondiale dans l'esprit de deux jeunes aventuriers. Un premier supplément dédié à la commémoration de ce siècle d'existence explorait ses débuts. Nous plongeons dans un monde en noir et blanc, fait d'argent facile et d'envolées lyriques. Nous prenions la mesure du gouffre séparant la jeunesse d'hier, visiblement autorisée à rêver en grand, et celle d'aujourd'hui, empêchée même d'imaginer. Comme au stade du miroir, nous apprenions à nous (re)connaître. Mais il fallait dépasser la scène inaugurale, partir à la rencontre de nos jeunesses, passées et présentes. Des générations qui ont mûri à l'intérieur des murs blancs de l'autoroute de Damas. De celles, avant elles, qui ont connu l'époque invraisemblable où L'Orient-Le Jour était déchiré en deux, comme sa ville natale, entre « Ouest » et « Est ».

Nous avons aussi posé une question : que veut dire grandir au Moyen-Orient en 2024 ? La réponse n'est évidemment pas la même si l'on naît de parents « nationaux » ou réfugiés ; ingénieurs ou travailleurs domestiques. Un constat rassemble pourtant cette partie du monde. De Beyrouth à Bagdad, « des enfants sans enfance, des vieillards sans jeunesse » (Mahmoud Darwish, *Silence pour Gaza*) naviguent une vie de plus en plus gouvernée par la violence et le désespoir.

COMMENTAIRE

Le Liban a-t-il atteint l'âge adulte ?

Élie FAYAD

Il y a un peu plus de trente ans, au sortir de la guerre civile libanaise (1975-1990), un collègue journaliste de confession sunnite me dit un jour ceci : « Après tout, cette guerre a peut-être servi à quelque chose. Vous, chrétiens libanais, lorsque vous avez fui le pays pour aller en Europe, on vous a signifié là-bas que vous étiez des Arabes, un mot qui vous écorchait les oreilles. Et nous, musulmans, quand nous avons pris le chemin des pays arabes du Golfe, croyant retrouver nos frères, on nous a fait comprendre que nous étions des Libanais »...

Il se peut, en effet, qu'à la longue, les affres du conflit, ses absurdités, tout autant que le regard extérieur, aient fini par rapprocher quelque peu les Libanais les uns des autres, faire germer en eux ne serait-ce qu'un début de conscience nationale. Celle, en tout cas, d'une communauté de destin. Des signes de cette évolution seront en tout cas visibles des années plus tard, lors des soulèvements du 14 mars 2005, de l'été 2015 (la « crise des déchets ») et du 17 octobre 2019. À ces occasions, on a pu constater que par-delà les atavismes et les différences, de très nombreux Libanais se laissaient volontiers griser, sans arrière-pensées, au jeu de la fraternisation, susceptible à leurs yeux de jeter les bases d'une entité nationale édiflée sur les notions de citoyenneté civile et d'État moderne.

Ce constat permet-il de conclure que grâce à cette évolution, le Grand Liban de 1920 est aujourd'hui guéri de ses « maladies infantiles », de ses crises d'adolescence, et qu'il a fini par atteindre, cent ans après, l'âge adulte ? Un peu oui, peut-être, mais beaucoup non, sûrement. Après tout, ce début de conscience nationale acquise à la suite de tant de déconforts et de souffrances communes ne diffère pas fondamentalement des deux négations de 1943, que certains Libanais ont prises pour le creuset dans lequel devait se forger leur nation. Georges Naccache fera de la prison pour avoir soutenu le contraire...

Que les Libanais, dans leur ensemble, aspirent de plus en plus à maîtriser les effets des anciens travers, mais aussi des crises et des soubresauts, intérieurs ou extérieurs, qui empêchent jusqu'ici l'État de se « normaliser », cela ne fait aucun doute. Qu'ils n'aient pas encore tout à fait acquis le mode d'emploi pour mettre en œuvre cette normalisation est aussi une évidence. À cet égard, le comportement actuel du Hezbollah illustre bien le propos. Voilà un parti-milice qui est l'un des principaux obstacles à la généralisation d'un État de droit et à l'épanouissement d'une démocratie apaisée au Liban. D'un côté, il fait preuve désormais d'une grande prudence dans sa démarche, sem-



Photo João Sousa

blant pour la première fois prendre en compte sinon l'intérêt du pays, du moins l'opinion de son propre public, aussi les des guerres que les autres composantes libanaises. Mais de l'autre, les contraintes géopolitiques qu'il s'impose du fait de son lien organique avec l'Iran l'amènent à prendre des décisions d'apprenti sorcier qui l'enferment et enferment avec lui tout le pays dans une situation délicate, pour ne pas dire intenable. Dans cette équation, l'État libanais se retrouve comme toujours relégué au rôle de dindon de la farce, un rôle consenti par une bonne moitié de la population et auquel paraît s'être résignée l'autre moitié.

En fait, c'est ce consentement et cette résignation qui doivent nous intéresser ici, parce que c'est là que se trouve en grande partie l'explication de l'incapacité du Liban à sortir de l'enfance. Le Hezbollah est, tel qu'il se présente, une anomalie qui entrave le pays du Cèdre. Cela est incontestable. Mais, en profondeur, il nous faut mettre le doigt sur ce qui, au Liban, rend cette anomalie possible et la perpétue. C'est bien cela qui empêche ce pays d'accéder à l'âge adulte. Les soulèvements de 2005, de 2015 et de 2019 ont été, au final, des échecs. Le premier peut-être parce qu'il était trop géopolitique, pas assez structurel, les deux autres parce qu'ils étaient trop structurels, parfois mêmes idéologiques, pas assez politiques. Mais là n'est pas l'essentiel. Plus grave est le fait qu'à chaque fois, l'échec du mouvement ramène le pays au point de départ, le réinstalle dans ses défauts de fabrication originels, ses tares séculaires.

Repli identitaire et clientélisme

Il en est ainsi en particulier de l'identitarisme communautaire qui, au pays du Cèdre, est non seulement la négation totale de la notion de citoyenneté positive, mais aussi une lèpre qui interdit à l'État libanais d'accéder à sa véritable indépendance du fait d'allégeances

contradictoires des divers groupes de la population, allant nécessairement jusqu'à impliquer des puissances extérieures dans le jeu politique interne. Les effets de la déroute de la thaoura du 17 octobre sont à cet égard manifestes à l'heure actuelle. Tout le monde peut observer combien, à mesure que cet échec se concrétise, le repli identitaire, vécu comme l'ultime refuge, revient en force chez nombre de Libanais de toutes confessions.

Face aux regains d'identitarisme, les recettes traditionnelles des donneurs de leçons non seulement tombent à plat, mais ont encore pour effet d'exacerber le phénomène. Les idéologues ne font pas la différence entre repli identitaire et, par exemple, quotas confessionnels aux élections législatives. Autrement dit entre la maladie infantile elle-même et le remède destiné sinon à la guérir, du moins à en neutraliser les effets. Ce faisant, ils contribuent à perpétuer le mal. Pire, à l'aggraver.

Autre marque majeure de l'interminable adolescence libanaise, le clientélisme, lui-même lié d'une certaine manière au repli identitaire puisque son essor en dépend. Certes, l'hydre clientéliste n'est pas un mal spécifiquement libanais. C'est une caractéristique commune à toutes les sociétés dont la gouvernance et la culture politique sont fondées sur le clanisme ou même tout simplement sur la proximité entre élites politiques et électoral. Dans ce dernier cas, le clientélisme pratiqué à une échelle réduite peut être parfois un appoint plus ou moins bénéfique pour pallier les carences de l'État. Ce qui, en revanche, distingue le Liban dans ce domaine, c'est le fait qu'à mesure que son système politique se délite – et c'est le cas depuis la guerre civile –, le lien entre gouvernants et gouvernés tend à n'y plus devenir que clientéliste. Ainsi, la généralisation, depuis l'accord de Doha en 2008, du principe du consensus-roi, à travers la formation de gouvernements

comprenant tout le monde (à l'exception de ceux qui s'en excluent eux-mêmes), fait que la politique au pays du Cèdre se résume désormais exclusivement à un laborieux partage entre groupes parlementaires pour la distribution de prébendes et de faveurs à leurs clientèles. Ce partage existait auparavant, bien sûr, mais il était plus ou moins en concurrence, selon les époques, avec des visions politiques, des ébauches de programme, des tentatives de mise en œuvre de réformes, etc.

Nombreux sont les Libanais qui placent Nabih Berry et son mouvement Amal en tête des profiteurs de cette dérive. En réalité, sans minimiser leur part et celle des autres clans, c'est le Hezbollah, lequel est assez souvent dédouané à tort sur ce plan, qui en assume la plus grande responsabilité, dans la mesure où c'est lui qui, depuis 2008, verrouille le système et prend en otage la république – encore une fois avec le consentement ou la résignation des uns et des autres – pour des raisons liées à la pérennité de son statut et de son arsenal. En réalité, l'équation est à la fois simple et terrifiante : sans le Hezb, la vie politique au Liban est médiocre ; avec lui, elle est inexistante.

La violence

Aux fléaux de l'identitarisme confessionnel et du clientélisme, il faut ajouter un troisième travers historique libanais, la violence clanique, inhérente surtout à la société rurale. « Nous, on ne tue pas les étrangers, c'est nos cousins qu'on tue », lance un personnage de *Pluie de juin*, le chef-d'œuvre romanesque de Jabbour Douaihy, qui explore tous les recoins de ce phénomène à partir du massacre survenu en 1957 à Mizziara. Les bouleversements démographiques, sociologiques et politiques provoqués par la guerre civile ont certes bousculé et modifié à la surface les manifestations de cette tare, sans le moins du monde l'éradiquer. Elle demeure inscrite en filigrane dans les moindres transactions politiques au pays du Cèdre. D'ailleurs, même le conflit avec Israël est vécu avec une mentalité de vendetta corse ou sicilienne. On pourra néanmoins se consoler en se disant que si au Liban, cette forme d'incivilité est encore omniprésente, en revanche la violence individuelle ou socio-économique propre aux sociétés occidentales reste, elle, limitée, malgré la crise.

À près de 104 ans, l'État libanais fait du surplace, quand il ne régresse pas. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été un réel vivier de talents qui ont pullulé aux quatre coins du monde. C'est tout de même étonnant de voir comment un pays comme celui-ci peut produire autant de réussites individuelles parmi ses enfants – tous groupes confondus – et être lui-même, collectivement, ce désastre quasi total. Alors, oui, en effet, le Liban de 2024 n'a jamais été aussi loin de l'âge mûr...

ARCHIVES

Premier et dernier anniversaire

Dans cet éditorial publié dans le cadre de sa chronique quotidienne, le cofondateur de « L'Orient » part en croisade contre cette « jeune République » libanaise qui, à seulement un an, a « terriblement vieilli »... Nous sommes le 24 mai 1927. Un an plus tôt, le haut-commissaire français promulguait la Constitution. L'État du Grand Liban devient une République. Une victoire pour les « constitutionnalistes », qui prônent le développement d'institutions affranchies de la tutelle française. Mais pour Georges Naccache, cette émancipation vient beaucoup trop tôt. Il aurait fallu en rester à la « seule fête nationale » qui existe, celle du 1er septembre, jour de la proclamation du Grand Liban en 1920.



Photo d'archives L'OLJ

Georges NACCACHE

On a célébré hier le premier anniversaire d'une calamité nationale. Nous le disons pour ceux qui ne s'en seraient pas aperçus. Les fonctionnaires mis de côté, personne ne se serait rendu compte que c'était la fête de la République. Il

n'y avait dans l'air aucun frémissement particulier...

Ainsi notre République a un an... C'est déjà un miracle, à vrai dire, quelle ait pu accomplir ses douze mois. Ira-t-elle loin encore ? Nous en doutons. Elle a l'air de s'être terriblement vieillie – « notre jeune République »...

On s'en est du reste assez bien aperçu dans les milieux officiels, où l'on a tenu à ne la célébrer qu'avec la plus grande discrétion. Il semblait que l'on en eût honte, que l'on voulût éviter toute cérémonie, tout geste ou propos trop bruyant qui aurait pu éveiller l'attention : on a tout fait en somme pour que le peuple ignorât complètement cette « fête du peuple ».

Pour tout Libanais normalement constitué, il n'existe en effet, et il ne peut exister qu'une seule fête nationale : celle du 1er septembre, anniversaire de l'indépendance.

Le 23 mai n'est rien, la proclamation de la République n'est qu'un accident dans notre histoire : que ceux qui en ont profité célèbrent le Régime comme il leur plaît. Ils n'ont pas le droit d'en faire la fête de la patrie.

Il y a d'ailleurs, qu'ils le veuillent ou non, de grandes chances pour que ce premier anniversaire soit aussi le dernier. Le 23 mai 1928, si l'on ne fête pas la République, c'est que la République aura vécu...

Le désastre possible et magnifique

La question de l'estivage est à l'ordre du jour – on peut même dire à l'ordre de la saison. Il paraît que le Conseil des ministres n'a plus d'autre occupation. Estivage, estivage encore – et toujours estivage : si le tourisme n'existait pas, c'est le dernier communiqué du gouvernement qui l'aurait inventé.

Malheureusement il ne suffit pas d'inventer. L'art pour l'art en pareille matière ne vaut rien. Il faut que l'invention soit encore profitable.

On s'est trop vite réjoui. Vingt, trente, quarante mille villégiaturés – cinquante mille peut-être ? –, ce sont de jolis chiffres : mais aussi, des chiffres inquiétants. Sommes-nous préparés pour recevoir tout ce monde ? C'est la question.

Cette saison 1927 n'est plus une simple saison d'essai. Elle engage tout l'avenir et peut le compromettre irrémédiablement. Jusqu'ici, nous pouvions, vis-à-vis de l'étranger, invoquer différents excuses à notre désordre ou à notre insuffisance. D'abord, on sortait de la guerre. Puis on était en période d'organisation. L'insurrection vint ensuite – et on lui imputa ce que l'on voulait (« L'insurrection a bon dos », nous disait un hôtelier). Mais aujourd'hui ? Tout est rentré dans l'ordre, tout est censé fonctionner de façon régulière. Nous avons eu même, depuis, une République et une Constitution. Que répondrions-nous à nos vieux clients d'Égypte, et à tous les nouveaux arrivants d'Irak et de Palestine ?

Pour combler toutes les lacunes et réparer tout ce qui a besoin d'être réparé, il est évidemment un peu tard. Saura-t-on du moins employer les deux ou trois semaines qui nous restent, et procéder au plus urgent ?

Souhaitons-le. Mais notre République est fille tellement imprévoyante que l'événement que nous redoutons pourrait fort bien se produire : cette saison, qui s'annonce magnifique, ne serait qu'un magnifique désastre.

Des tribunaux sans juges

Si l'on a créé trois chambres à la Cour de cassation, c'est vraisemblablement pour que ces trois chambres fonctionnent.

Tel ne semble pas être l'avis de M. le ministre de la Justice. À l'heure qu'il est, il y a toujours trois chambres à la Cour de cassation, mais, faute de magistrats, il y en a une seule qui fonctionne.

Plusieurs vacances se sont produites. En acceptant le portefeuille de la Justice, M. Cardahi a laissé sans titulaire le siège du président de la chambre civile. MM. Deiss et Farès Nassar, affectés à la Cour mixte de justice, n'ont pas été remplacés. Enfin, l'on attend toujours la nomination du conseiller nouveau qui avait été jugé nécessaire.

On conçoit qu'une telle situation ne puisse pas se prolonger sans que les intérêts du justiciable en pâtissent gravement. L'absentéisme du garde des Sceaux est inexplicable : pourquoi se refuse-t-il à faire les nominations qui s'imposent ?

On a essayé d'objecter qu'un vaste projet de réformes était en préparation. Que ce projet soit réalisé ou non, cela ne change rien à la situation : il faut respecter les cadres actuels, l'organisation actuelle, les conditions actuelles de la justice.

En s'obstinant dans son attitude, M. le ministre de la Justice instillerait les plus graves soupçons de ses adversaires. Son prédécesseur, qu'il s'en souvienne, n'a péché que par omission !

L'affaire des T. P.

En dénonçant les scandales de l'administration des Travaux publics, nous n'espérions pas que l'enquête, ordonnée à la suite de notre intervention, pourrait aboutir aussi vite à un résultat aussi précis. Il faut féliciter les deux inspecteurs des Finances, MM. Mouchawar et Bahout, qui ont mené leur instruction avec une science et une perspicacité auxquelles nous sommes heureux de rendre hommage. Ce n'était pas une mince entreprise que de mettre de la clarté dans une affaire aussi touffue, aussi enchevêtrée.

Treize fonctionnaires suspendus, dont neuf déferés à la justice – et nous ne sommes encore qu'au commencement... L'enquête n'a porté en effet que sur les travaux effectués en régie, et pour l'année 1926 seulement. Il y a bien d'autres dossiers qui attendent d'être exhumés, tous les dossiers d'adjudication, et qui révéleront des abus encore plus graves.

Deux questions se posent, en attendant :

Pendant que tous ces abus avaient lieu, pendant que toutes ces fraudes et ces corruptions se produisaient, comment se fait-il que le personnel supérieur des Travaux publics ne se soit jamais aperçu de rien ? Le directeur des Travaux publics, en particulier, que faisait-il, lui qui signait toutes les pièces ?

Est-il possible, d'autre part, est-il admissible que la direction des Finances ait régulièrement, pendant des années, ordonné et payé des factures frauduleuses sans que ses soupçons aient été une seule fois éveillés ?

Ou ces gens sont de mauvaise foi – et il faut s'en défier –, ou ils sont d'une incompétence prodigieuse – et dans ce cas, ils sont encore plus dangereux...



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



TÉMOIGNAGES

« Étrangers chez eux » : grandir au Liban sans jamais être libanais

Pour Aya, Ochienga, Daa, Ahmad et Rawan, nés ici ou venus durant leur enfance, le rapport au pays du Cèdre s'exprime différemment.

Lyana ALAMEDDINE et Noura DOUKHI

Dans le salon familial à Nabaa, Aya hausse les épaules. « Tu es quoi ? » lui demande sa mère, Farah, originaire de Ainata. La fillette sourit timidement. Son regard trahit une certaine confusion. Elle n'arrive pas à trancher. Elle cherche, se lance, avant de se reprendre. De toute évidence, elle est libanaise. « J'ai grandi ici toute ma vie », souffle-t-elle dans l'appartement de ce quartier populaire de l'est de Beyrouth. Ou peut-être est-elle égyptienne ? « Papa a un accent », poursuit-elle. Son passeport vert aux couleurs de la République arabe d'Égypte, Aya le tient de son père, originaire d'Alexandrie. Sa mère, comme toutes les mères libanaises, ne peut pas transmettre la nationalité. Dans les registres de son pays natal, Aya est donc une étrangère. Pour rester au Liban, elle doit renouveler son titre de séjour tous les trois ans. Mais les affaires de papiers sont des histoires de grands. Il y a bien quelques petites blagues qui circulent en famille. Son oncle, qui rappelle au détour d'une plaisanterie qu'elle n'est pas d'ici ». Mais à tout juste onze ans, Aya n'a pas encore vécu la violence d'une société allergique à la différence. Elle ignore tout des épreuves, administratives et sociales, qu'elle traversera plus tard. Pour l'heure, c'est sa mère qui vit les petites humiliations du quotidien. Chaque début d'année scolaire, Farah attend avec angoisse la décision du ministère de l'Éducation. Ses enfants auront-ils une place à l'école publique ? Demain, elle le sait, c'est pour un travail qu'ils devront se battre. Au pays du Cèdre, certaines vies valent moins que d'autres. De la naissance à la mort, des franges entières de la population sont confinées aux marges de la société. L'enfance est une victime comme une autre. Elle préfigure de ce que sera la suite. Ils sont des dizaines de milliers de jeunes à être relégués en bas des priorités nationales. Provisoirement toléré, un « titre » de séjour leur est accordé tous les ans ou plus, selon les situations. Dans un monde arabe où la natura-



Aya, 11 ans, dans le quartier de Nabaa. Photo Mohammad Yassine

lisation n'est pas une norme, le Liban ne fait pas exception. Les étrangers – lorsqu'ils ne sont pas occidentaux – sont soumis au droit le plus restrictif. Certains, comme Aya, sont pourtant nés sur le territoire national. D'autres sont arrivés plus tard, à 2, 5 ou 10 ans. Ils sont de père étranger, fils de travailleurs domestiques ou enfants de réfugiés palestiniens. Chacun a son histoire. Ses anecdotes, ses traumatismes. Tous témoignent d'un sentiment diffus de malaise, un décalage avec cette terre qui ne semble pas vouloir d'eux. À travers ces parcours, le récit d'une société fermée, souvent raciste, toujours plus inquiète face à l'altérité.

« J'avais l'impression d'être une maladie »

Dès la naissance d'Ochienga, sa mère « a combattu » pour qu'il « existe » et grandisse à ses côtés. Travailleuse domestique ivoirienne au Liban depuis 32 ans, la « madame » qui l'emploi refuse que son fils vive avec elle. Alors, de ses 6 à 17 ans, il grandit dans un pensionnat et passe uniquement les week-ends avec sa mère, qui loue un appartement exclusivement pour ces deux jours. « Le système de la kafala, c'est de l'esclavage. Ma mère n'avait pas de droits, alors imaginez un enfant. » Elle remue ciel et terre pour que son fils reste légalement au pays : son permis de séjour est conditionné à son éducation, sa mère devant présen-

ter un certificat de scolarité à chaque renouvellement. « J'avais l'impression d'être une maladie », confie le jeune homme de 24 ans.

En grandissant, Ochienga subit harcèlement sur harcèlement dans les écoles qu'il fréquente, sans que l'établissement n'intervienne, malgré ses plaintes. « Une fois, une fille m'a frappé avec un bic, j'ai saigné... » se rappelle-t-il. Jusqu'à maintenant, alors qu'il est parti vivre au Texas

« Papa a un accent »

il y a six ans, le Liban ne veut toujours pas de lui. En 2022, l'accès lui est refusé pour une visite de dix jours. « Je voulais simplement voir ma mère et ma sœur », raconte-t-il.

Malgré tout, Ochienga refuse que tout se résume à ses souffrances. « Le monde était dur mais il n'y avait pas que du mauvais. Certains ne me voyaient pas seulement comme le fils d'une migrante domestique. Je faisais partie de leur famille », poursuit-il. Pour le jeune homme, le Liban, « c'est chez lui ». Il n'est allé en Côte d'Ivoire qu'à quatre reprises, parle le français mais ne connaît pas la langue de sa famille. Le libanais, il le parle parfaitement. Il a baigné dans la culture, les traditions du pays. Alors aux États-Unis, lorsqu'on lui demande son origine, sa réponse est toujours la même : Ivoirien, Congolais comme son père et... Libanais. « Dire que je ne le suis pas serait trahir qui je suis. C'est la plus grande partie de mon identité. »

Daa tient un autre discours. Son

identité s'est construite autour de sa passion : le skate, qu'il découvre au Liban. C'est sur sa planche qu'il est vraiment lui-même, qu'il défie un pays qui cherche à limiter ses mouvements. Daa a 19 ans, et il est réfugié syrien. De son pays natal, il dit ne se souvenir de presque rien. Il avait à peine 8 ans lorsque sa famille a fui Hassaké en 2013. Depuis, il vit dans « une sorte de ghetto » à Bir Hassan, dans la banlieue sud de Beyrouth, où il ne rentre jamais après minuit pour ne pas être arrêté aux checkpoints.

Dans la compagnie libanaise où il travaille en tant qu'électricien, Daa est moins bien payé qu'un Libanais. Il arrive même que des employeurs refusent de lui verser son dû.

Se faire petit, s'effacer dans certaines situations, telle est la personnalité qu'il adopte au travail. En fonction de personnes qui l'entourent, Daa s'est habitué à porter différents masques. Peu importe le personnage qu'il joue, le jeune homme a compris au fil des ans qu'il ne pourra jamais évoluer. « Aux yeux des gens, je ne peux pas grandir ici », lâche-t-il. « Pourtant, si tous les Syriens partent, qui va reconstruire ce pays ? Ivoirien, Congolais comme son père et... Libanais. » D'ici à quelques mois, Daa espère ne plus être ici. C'est seulement lorsqu'il a pris la décision de

partir que sa relation au Liban s'est enfin apaisée : « Une fois que tu t'es habitué à la douleur, tu te dois de passer à autre chose. Et d'avancer. »

Une relation « toxique » avec le Liban

Ahmad aussi a pour seul horizon l'émigration. Dans une cafétéria de l'Université américaine de Beyrouth, il attend son café. Le jeune homme a suivi les pas de son père et de ses oncles, eux aussi passés par les bancs du campus de la rue Bliss. Un chemin tracé pour l'étudiant en économie qui a quitté Saïda une fois le bac en poche. Il se présente ainsi : « Je suis palestinien, et je suis originaire du camp de Ain el-Héloué. »

Pendant 17 ans, Ahmad a vécu dans le plus grand des douze camps palestiniens que compte le pays, clôturés de toutes parts, avant de s'installer à Saïda avec sa mère et son petit frère, lui aussi inscrit à l'AUB. Toutes les deux à trois semaines, Ahmad rend visite à son père, resté au camp. Il doit à chaque fois attendre une trentaine de minutes avant de pouvoir passer le barrage de l'armée libanaise, comme durant son enfance lorsqu'il devait aller à l'école. « La dernière fois que je me suis rendu à Ain el-Héloué, en février, j'ai décidé de ne plus y retourner. C'est devenu insupportable de voir la misère la-bas », relate ce

« Dire que je ne suis pas libanais serait trahir qui je suis »

tinien que compte le pays, clôturés de toutes parts, avant de s'installer à Saïda avec sa mère et son petit frère, lui aussi inscrit à l'AUB. Toutes les deux à trois semaines, Ahmad rend visite à son père, resté au camp. Il doit à chaque fois attendre une trentaine de minutes avant de pouvoir passer le barrage de l'armée libanaise, comme durant son enfance lorsqu'il devait aller à l'école. « La dernière fois que je me suis rendu à Ain el-Héloué, en février, j'ai décidé de ne plus y retourner. C'est devenu insupportable de voir la misère la-bas », relate ce

réfugié palestinien de la ville d'Acre (Akka).

Comparé à d'autres, Ahmad se dit « chanceux ». Son destin n'est pas celui qui lui était réservé à la naissance : ses parents l'éloignent de la jeunesse du camp, ils le scolarisent dans une école privée libanaise. Lui s'investit dans l'éducation pour pouvoir un jour aider sa communauté en retour. La plupart des gens de son âge « commencent à travailler dès l'adolescence, certains n'ont parfois pas d'autre choix que de rejoindre les factions armées, qui payent mieux que les jobs informels », explique-t-il. Pour les diplômés, dans les rares secteurs ouverts aux Palestiniens, les opportunités de travail se font rares. « Nous n'avons pas le droit à l'échec », résume-t-il.

Sa relation avec le Liban, il la décrit comme « toxique ». « Une partie t'aime, une autre te renvoie à un passé qui t'est étranger », explique Ahmad. Ce qu'il a de libanais en lui : le dialecte qui fait partie de son identité. En classe, il préfère parler avec l'accent local – c'est même devenu inconscient – pour éviter les regards de travers. « Comme si nous n'avions pas notre place ici », lâche-t-il. Ahmad et son frère savent qu'ils doivent quitter le pays pour construire une vie, comme ont fini par le faire leurs oncles. « Ça me fait de la peine, mais il le faut. »

Rawan, 23 ans, est peut-être celle qui a le rapport le plus apaisé au pays. Parce qu'elle y est née, après que son père a construit sa vie au Liban en travaillant dans l'architecture d'intérieur. Parce qu'elle baigne dans le « style de vie libanais », celui de la classe moyenne supérieure, et fréquente une grande université. Sur tout aussi parce qu'elle est arrivée au bon moment. « C'est sûr que si j'étais arrivée durant la guerre, je n'aurais pas été intégrée », lâche-t-elle. La guerre en Syrie, à partir de 2011, change la donne. Depuis lors, Rawan commence à revendiquer son origine, comme un pied de nez aux Libanais qui affichent leur hostilité à l'encontre des réfugiés. « Avant, je parlais avec un accent libanais mais après ça, j'ai intentionnellement commencé à parler syrien, se rappelle-t-elle. Je voulais montrer que je n'avais pas honte d'être syrienne. » Depuis, elle ne peut plus retourner au pays. Et puis, « je ne m'y sens pas chez moi », glisse-t-elle au téléphone. Après la double explosion au port de Beyrouth, sa famille choisit de s'exiler en Turquie pour fuir les conditions de vie. Rawan les suit, puis décide de rentrer au bercail. Seule. « C'est ici que je veux construire ma vie », dit-elle. Tous n'ont pas cette option. Aux États-Unis, Ochienga croit avoir trouvé un refuge durable. Un jour, peut-être, il sera citoyen américain. Un symbole, alors que son pays natal lui refusera à jamais cette reconnaissance. « Au Liban, tu seras toujours un étranger. »

POINT DE VUE

Témoignage d'un Libanais en sursis dans sa mère patrie



Salah HIJAZI

« Tu n'es pas comme nous... tu es syrien. » Je n'ai que onze ans quand mon oncle maternel, l'air grave et la voix basse, me révèle ma surprenante identité cachée. Il m'apprend alors que l'État n'a que faire du sang libanais de ma mère qui coule dans mes veines, et encore moins des « koulouna lil watan » que je scandais à pleins poumons tous les matins dans la cour de récréation. En effet, du fait d'un curieux mélange de xénophobie, de culture patriarcale et de confessionnalisme (un peu de tout ce qui ne va pas au Liban), la femme libanaise n'a pas le droit de transmettre sa nationalité à son conjoint et ses enfants. Résultat, comme mon père avant moi, je suis condamné à grandir en étranger dans le seul pays que j'aie jamais connu et aimé. Au fil de mon adolescence, je comprends petit à petit qu'au Liban, les étrangers sont souvent des indésirables. On s'en rend compte à coups de « racisme ordinaire » dans les administrations publiques, au passage d'un check-point, dans la rue, au restaurant et même dans les salles de classe. Un prof d'histoire-géographie nous expliquera un jour que les Syriens sont « laids et sales » et qu'ils ne sont bons « qu'à travailler dans la construction de bâtiments ». Bâti, ce n'est quand même pas un travail facile, non ? C'est même très honnête comme profession. C'est en tout cas ce que je me disais pour me consoler face à ma perspective de carrière soudainement amaigrie. La guerre en Syrie, qui pousse la moitié de la population du pays

à l'exil, n'arrange pas les choses. Au fur et à mesure que plusieurs centaines de milliers de réfugiés traversaient la frontière est, et que le Liban s'enfonçait de son côté dans la crise, le ressentiment des Libanais envers les Syriens s'amplifiait. (Malheureusement, je finis par prendre l'habitude des injures raciales, qui perdent petit à petit leur effet. Seuls les occasionnels « retourne en Syrie » continuent de me narguer. Où rentrer quand on est chez soi ?

Vous avez dit « courtoisie » ?

L'État aussi voit en nous des indésirables, même s'il se cache derrière des permis de séjour « de courtoisie », livrés tous les trois ans. Comme si devoir demander la permission de la Sûreté générale pour résider dans son propre pays n'était pas suffisamment insultant, le document ne procure carrément aucun droit supplémentaire à son propriétaire. L'accès au marché du travail, aux soins, aux services et même à certains parcs municipaux est soumis à d'innombrables restrictions pour les étrangers, y compris quand ils sont de mère libanaise. Une façon, « courtoise », de nous montrer la porte. Du côté des politiciens, on ne manque pas de créativité pour justifier cette situation absurde. On nous explique minutieusement qu'il faut que l'accès à la nationalité soit extrêmement restreint pour éviter de « modifier les équilibres confessionnels fragiles » entre chrétiens et musulmans au Liban. Certains veulent même à convaincre le grand public que si un

jour la femme libanaise venait à obtenir le droit de donner sa nationalité à ses enfants (ou pire, à son mari), c'est une armée de réfugiés palestiniens et syriens (sunnites) qui seraient naturalisés, mettant fin au fameux « modèle libanais ». Ironique, quand on sait que c'est justement l'attachement aux droits de l'homme (et surtout de la femme) et aux libertés individuelles qui faisait la particularité de ce « modèle » dans notre région obscurantiste.

Qui mérite la nationalité libanaise

Mais admettons, l'espace d'un instant, que c'est bien pour ne pas briser les équilibres confessionnels que les enfants nés de mère libanaise sont privés de leurs droits, en violation flagrante de la Constitution. Pourquoi, alors, ceux ayant uniquement un père libanais sont-ils immédiatement adoubés citoyens de plein droit – et leurs mères, d'ailleurs –, quand bien même ils seraient, comme nous, « à moitié » libanais ? Leur moitié serait-elle plus grande que la nôtre ? Sans parler de la fameuse loi, votée en 2015 et permettant le recouvrement de la nationalité aux personnes pouvant prouver qu'elles ont des origines libanaises, même lointaines. La loi, signée Gebran Bassil, exclut les citoyens syriens et palestiniens d'origine libanaise, ne permettant dans la pratique qu'à des individus en majorité résidant en Amérique latine et n'ayant jamais mis les pieds au Liban d'être naturalisés. Ce n'est pas tout. À l'heure où l'on prive des mil-

liers de Libanais de leur droit du sang, la nationalité du pays est « offerte » à autant, voire plus, d'étrangers via d'opaque décrets de naturalisation. Selon de nombreuses organisations de la société civile, pour greffer son nom à un de ces fameux décrets, il faut soit « s'acheter » une place en déboursant des milliers de dollars, soit « demander gentiment » à un responsable politique. Rien qu'en 2014, des centaines de Syriens ont obtenu la nationalité libanaise via cette procédure, dont au moins 83 responsables du régime du président Bachar el-Assad, plus grand obstacle au retour des réfugiés dans leur pays. Et c'est nous qui menaçons le modèle libanais. La seule bonne nouvelle, c'est que tout le monde en convient, du moins en apparence : le statu quo ne peut pas durer. La majorité des acteurs politiques proposent de donner le droit aux femmes libanaises de transmettre leur nationalité à leurs enfants, mais d'en exclure celles mariées à un Palestinien ou un Syrien. Les plus courageux, de leur côté, appellent ouvertement à donner tous leurs droits, sans exception, aux Libanaises et à leurs enfants. Si je n'y ai jamais vraiment cru, ma mère m'a toujours dit que cela finirait par arriver, se basant sur les promesses que lui font les responsables du parti pour lequel elle vote lors des législatives. « Ils m'ont juré que ce sera le cadeau de la fête des Mères », me répète-t-elle depuis je ne sais combien d'années. Maman, tu as tout faux. Ce n'est pas un cadeau que l'on attend, c'est un droit.



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



Investment & Capital Bank



Dans les coulisses de « L'Orient-Le Jour », en images



Ali Salmene, responsable de l'imprimerie à Hamra où les tirages de « L'OLJ » sont réalisés, s'assure de la qualité de l'impression du journal.

Photos et texte Matthieu KARAM

Il y avait d'abord le papier. Ce journal de seize pages, douze actuellement, mais aussi quatre, durant les heures les plus sombres de la guerre civile. Il vous a accompagné le matin avec votre café, le soir en rentrant chez vous. Il y avait ensuite le site web de « L'Orient-Le Jour », lancé en 2000. L'application, le site mobile, puis les « réseaux ». Vous vous êtes peut-être demandé à quoi ressemblent, derrière ce papier et ces écrans que vous tenez en main, les locaux de « L'OLJ ». Qui se cache derrière ces noms qui signent les articles. Qui sont les soldats de l'ombre qui font ce journal. Direction Hazmieh, en banlieue de Beyrouth, où se trouvent, depuis 2009, la rédaction et toute l'équipe de « L'Orient-Le Jour », dans cet immeuble de trois étages en bord d'autoroute. Avec un petit détour sur le terrain, avec nos journalistes, et par le quartier de Hamra, dans l'imprimerie, grâce à laquelle votre journal papier voit le jour, tard dans la nuit.



Au 3e étage, notre corédacteur en chef Élie Fayad (c.) anime la réunion de l'après-midi entre les différents services, dans la salle de conférences. Une salle où l'on célèbre nos joyeuses occasions, mais aussi nos pots de départ avec le cœur serré.



Au 1er étage, Sylva el-Chaer, la gardienne de la mémoire de notre journal, veille sur les archives physiques et numériques de « L'OLJ ».



Ici, elle classe puis numérise les centaines de photos du journal, notamment celles de la guerre de 1975-1990.



Le bureau d'Élie Fayad est le lieu par excellence des (longs) débats enflammés entre journalistes. Que d'anecdotes sur la première guerre du Golfe, l'époque révolue des dépêches envoyées par fax ou les négociations israélo-palestiniennes des années 90 que notre co-red chef a couvertes dans sa jeunesse.



Un peu plus loin, vous trouverez l'open space, l'espace commun le plus animé du journal. Cet endroit où l'équipe des Live news bataille pour se concentrer sur sa couverture du direct, au milieu des odeurs de poulet et sauce à l'ail à l'heure du déjeuner. Un espace qui reste l'un des plus conviviaux du journal.



Sur le terrain, notre grand reporter Caroline Hayek, Prix Albert-Londres, range son matériel de protection lors d'un reportage à Tyr, au Liban-Sud, alors que le conflit avec Israël se poursuit en mars 2024.



Le toit de « L'OLJ », c'est l'espace détente, la pause-café ou pause-cigarette pour certains. Vous y trouverez des journalistes de tous les services, comme Raphaël Abdelnour des Live news.



« L'OLJ », c'est une centaine de salariés. Dans le parking d'à peine quelques centaines de mètres carrés, Ali Daoud, notre voiturier aux yeux rieurs, joue tous les jours à Tetris avec les véhicules des employés.



23 heures, à quelques kilomètres de là, dans un sous-sol d'une rue de Hamra, Ali Salmane et son équipe s'activent pour que la version papier de « L'OLJ » voie le jour aux alentours de minuit.



« Quand quelqu'un veut éviter de voir sa femme en rentrant la nuit chez lui, il retarde l'impression du journal pour avoir une excuse et rester plus longtemps à l'imprimerie », plaisante Ali Salmane.



Bleu, rouge, jaune, noir... Il faut une multitude d'essais pour calibrer l'encre du journal, sans oublier la netteté des lettres. Un travail minutieux, au milieu de machines imposantes. Et voilà ! Le journal est prêt à être livré aux points de distribution puis aux abonnés.

TÉMOIGNAGES

L'Orient-Le Jour sur trois générations

Un long fleuve pas trop tranquille

De ses débuts au milieu des années 1960 au « Jour » à ses années d'éditorialiste, Issa Goraieb, rédacteur en chef de « L'Orient-Le Jour » pendant près de trois décennies, revient sur son parcours. Entre âge d'or, guerre et après-guerre.

Issa GORAIEB

Que de rêves délirants – rêves d'incessants tours du monde et de familières rencontres avec les puissants – se bousculaient dans la tête de ce jeune étudiant en droit venu, par une pimpante matinée de printemps, solliciter un emploi dans un organe de presse. J'étais à mille lieues de me douter que je passerais la totalité de ma vie active dans cette même institution. Quant à mes divagations débridées, c'est mon intervieweur – pensez donc, le monumental Ghasan Tuéni – qui se chargeait de les pulvériser d'office. Il me brossait plutôt la perspective d'une vie monacale, si jalouse et possessive est en effet la profession de journaliste. Toujours est-il que j'étais admis à rejoindre la meute d'universitaires récemment recrutés et s'acharnant à produire des numéros zéro, non destinés au public, en prélude à l'imminente réparation, le 1er mai 1965, du quotidien *Le Jour*. La bourdonnante ruche s'activait sous la houlette de prestigieux professionnels pratiquement arrachés au rival tout désigné, *L'Orient*.

De ces années d'apprentissage je garde le souvenir d'une bande de joyeux forçats abattant sans rechigner leurs seize heures de travail mais meublant leurs rares moments creux en se livrant, tels des jeunes chiens fous, à des farces de mauvais goût. Maîtres des locaux durant les longues veilles, nous passions aux épiques batailles à coups de rouleaux de papier à téléscripteur ou même de papier toilette. Affecté au service étranger que dirigeait alors Marwan Hamadé, je fus d'abord astreint à la peu grisante traduction quasi intégrale des dépêches d'agences non francophones. Tout doit y passer, insistait avec un fraternel sadisme Marwan, y compris les déclarations des chefs de tribu du Yémen, où l'on s'étripait allègrement déjà.

Vint pour nous ensuite l'initiation à la maquette, aux synthèses et, responsabilité suprême, au contrôle final des épreuves avant impression ; cette dernière opération n'avait lieu qu'à quatre ou cinq heures du matin, car pour la multitude de quotidiens beyrouthins de l'époque, c'était à qui publierait les nouvelles les plus fraîches. En attendant la photocomposition et autres révolutions technologiques à venir, c'est ligne par ligne, moulée dans du plomb par les linotypistes, qu'étaient encore la-

borieusement composées, corrigées et puis assemblées sur le marbre les colonnes du journal. Pour l'équipe de veille épuisée qui émergeait des sous-sols, restait alors à aller s'empierrer de fèves ou de hommes dans quelque gargote du centre-ville où il y avait déjà foule. Nul spectacle ne pouvait mieux illustrer les hasardeux contrastes de l'âge d'or du Liban que celui de ces fêtards attardés en smoking ou robe du soir que l'on voyait déguster, aux aurores, le même et succulent *sablak* que leurs voisins de table, ouvriers du bâtiment...

Ces heureux temps d'insouciance (celui où l'on s'avisait pour la première fois de marcher littéralement sur la Lune) étaient aussi ceux de la dure acquisition du métier. Nul ramage, nulle inversion de titres, nulle malencontreuse coquille n'échappait alors à l'œil scrutateur – et aux acerbes remontrances – du directeur, le regretté Jean Chouéri. Si cuisant était même le savon que plus d'un coupable avait du mal à ravalier ses larmes, aussi bien que sa honte ; mais sitôt clôturé le conseil de rédaction, une affectueuse pichenette sur la nuque venait tout arranger. À Jean Chouéri je dois bien davantage cependant que de tels, et doux-amers, lots de consolation. Car cet homme a impitoyablement froissé en boule, avant de les lancer au panier, dans un cruel but de basket-ball, mes premières prétentions à signer des analyses et commentaires sur l'inextricable crise qui sévit dans notre région. En revanche, il passait de longs moments à expliquer au poulaïn piaffant d'impatience en quoi péchaient ces galops d'essai ; et comment surtout les ficelles du métier, une fois assimilées, pouvaient faire toute la différence, et vous permettre d'enlever le morceau. Est-il besoin d'ajouter que je ne peux m'empêcher d'y songer à chaque fois que je m'installe devant mon clavier ?

Survenue en 1971, la fusion qui eut pour résultat le journal que vous tenez en main était l'épilogue d'une âpre rivalité politique, que commandaient toutefois de prosaïques impératifs économiques. En l'espace de six ans seulement, il était devenu clair en effet qu'aucun des deux titres ne pourrait jamais se suffire financièrement de sa portion de lectorat francophone. Passablement dégraisée, c'est désormais dans les locaux du *Jour* que siègerait la rédaction unifiée. De guidée qu'elle était au départ, la cohabitation sous la même bannière ne tarda pas cependant à



Lors de la visite du porte-avions français Foch mouillant dans le port de Beyrouth en 1983. Photo d'archives L'OLJ

devenir franche et spontanée malgré le choc des anciennes obédiences et des convictions idéologiques. De ces débats homériques entre collègues, centrés sur la guérilla palestinienne menée à partir du Liban, est née d'ailleurs ma chaude et longue amitié avec feu Samir Frangié, que l'on surnommait le bey rouge. Merveille de diversité, et un peu dans le style du jugement de Salomon, c'est côte à côte et sous la même présentation typographique qu'étaient publiés nos points de vue, on ne peut plus contradictoires, sur la question. De cette période de familiarisation entre équipes du *Jour* et de *L'Orient*, je garde le vif regret de n'avoir eu l'occasion de côtoyer, de suffisamment près, le légendaire Georges Nacache. Transplanté de la rue Trablos dans son nouveau bureau de la rue Hamra qu'il ne quittait que pour de rares apparitions, l'illustre et bougonnant journaliste me convoqua une fois cependant dans son antre pour me gratifier d'un fort gracieux « vous irez loin mon garçon ».

Proximité de la mort

Déjà s'amoncelaient cependant les nuages annonciateurs de dévastatrices tempêtes. Dès qu'éclata la guerre de 1975-1990, le journal se retrouva dans une situation insensée. Car physiquement installé dans le secteur de la capitale que contrôlaient les organisations palestiniennes et leurs alliés locaux – et par la suite l'armée syrienne –, il lui

fallait pourtant demeurer fidèle à ses idéaux d'un Liban unitaire, pluriel et souverain. Cela en dépit des intimidations, pressions ou menaces et sans pour autant paraître cautionner les thèses parfois radicales défendues de l'autre côté de la barricade.

Comme d'innombrables Libanais, nous eûmes à prendre très vite conscience de l'omniprésence du danger, de la proximité de la mort. Celle-ci nous frappait de plein fouet en fauchant le rédacteur en chef Édouard Saab, tué au volant de sa voiture par un franc-tireur alors qu'il traversait le passage du Musée. Disparaissait ainsi l'impétueux frère aimé (il était à peine quadragénaire, et nous l'appelions Le Vieux !) qui s'escrimait à raviver en nous la flamme de l'information, l'excitation face à la tombée de la nouvelle, fut-elle la plus déprimante. La décapitation du journal était consommée avec le départ pour l'Europe de Jean Chouéri qui, dès les premières chutes d'obus, nous avait avertis, avec une impressionnante prescience, que l'on en avait pour dix années de guerre au bas mot. Le regretté Camille Menassa coiffait le département commercial, Amine Aboukhaled prenait alors la relève à la tête de la rédaction, avec le titre de directeur. Je le rejoignais quelques mois plus tard en tant que rédacteur en chef ; démarrait alors une étroite et constante collaboration étalée sur près de trois décennies et dont je n'ai jamais eu qu'à me

féliciter : nos différences de tempérament s'avérant, en fait, puissants facteurs de complémentarité.

C'est invariablement de concert qu'il fallut donc gérer toute une foule de problèmes n'ayant rien à voir avec le journalisme, la priorité allant bien évidemment à la sécurité des effectifs, en grande majorité coupés de leurs familles. En permanence devaient être désamorcées les manœuvres d'intimidation, pressions et menaces d'origines diverses, ou alors négocier la libération de quelque collègue intercepté à un barrage. C'est encore ensemble qu'Amine et moi avons comparu, des heures durant en station debout, devant un juge d'instruction trop zélé, pour avoir imprudemment publié un reportage d'agence sur le trafic de haschisch dans la plaine de la Békaa, jugé offensant pour le ministre syrien de la Défense de l'époque. Et c'est d'un même et impérieux geste de la main qu'étaient montrées la porte aux convoyeurs de malhonnêtes propositions.

Non moins absorbantes étaient par ailleurs les préoccupations d'ordre logistique : les emménagements successifs de l'équipe dans des hôtels qui perdaient leurs chères étoiles au fur et à mesure que fondaient les finances et que s'imposait l'austérité ; les premiers balbutiements du télétravail avec l'apparition du télex et du fax, ce qui autorisait l'ouverture d'une antenne à Achrafieh ; la pénurie de papier,

qui nous forçait parfois à nous contenter de quatre malheureuses pages de journal. Le pire était le siège israélien de Beyrouth quand, sous un déluge de bombes qui ne devaient guère épargner nos locaux, l'eau et la nourriture ont manqué ; quand – paix à ton âme, inoubliable petite maman que tu fus pour nous, Thérèse ! – les boîtes de conserve raffées à temps dans un supermarché et précieusement serrées dans la cambuse devaient être impitoyablement rationnées...

En définitive l'essentiel était sauf, à savoir la survie et la continuité du journal ; mais quoi, tant de morts et de destructions pour en arriver là ! Car à peine estompés les pénibles souvenirs de guerre, c'est un bien décevant, un mensonger après-guerre qui attendait le pays ; et pourtant, la douche écossaise ne pouvait qu'ancre encore plus profondément *L'Orient-Le Jour* dans son immuable vocation de feuille de combat. C'est alors que je renonçais à mes responsabilités de rédacteur en chef, assumées durant près de trois décennies, pour me consacrer à mon éditorial, cette facette du métier que j'affectionne entre toutes, et qui offre au journaliste une tribune de choix pour s'exprimer dans le cadre de la ligne éditoriale propre à son journal.

De la guerre des Six-Jours et du Vietnam à celles d'Ukraine et de Gaza en passant par celles du Golfe, des premières opérations à cœur ouvert à l'hyperintelligence artificielle, il m'aura été donné d'accompagner et de servir la vénérable dame durant les deux tiers de ses cent ans d'existence. Et maintenant que *L'Orient-Le Jour* entame son second centenaire au terme d'une énergique cure de rajeunissement, je ne demande qu'à partager le peu de savoir et d'expérience que j'ai pu acquérir auprès de mes propres aînés. Le Proche, le Moyen et l'Extrême-Orient, les Amériques, un brin d'Afrique et même les lointaines îles Malouines : après tout, il n'était pas si terrible que ça, le cloître professionnel que me prédisait Ghasan Tuéni.

J'ai eu mon compte aussi de hautes distinctions étrangères, et parmi elles l'entrée dans la Légion d'honneur pour services rendus à la francophonie. Mais à l'heure où non loin de 3 000 éditoriaux ou articles s'affichent à mon compteur, ma suprême satisfaction est, et restera, l'estime de mes collègues et confrères, jointe à l'inappréciable confiance, à la précieuse fidélité de mes lecteurs et lectrices.

La Gorgone, l'athlète et le sacristain

À la fin des années 1980, dans un Beyrouth coupé en deux, Fifi Abou Dib rejoint, à « L'Orient-Le Jour », une équipe de journalistes dont l'humour mordant n'a d'égal que le purisme. Toute une école.

Fifi ABOU DIB

Été 1987. J'avais à Beyrouth dans ma petite vingtaine. La ville, délabrée, coupée en deux, s'enfonçait sous mes pieds. Toute ma génération était au chômage et vivait de petits projets. Je ne voulais – et peut-être ne savais – qu'écrire.

Où écrire en français, avec une chance d'être lu, sinon à *L'Orient-Le Jour* ? Gaby Nasr, mon petit-cousin, déjà célèbre pour son humour particulier et ses billets corrosifs, me conseille de parler à la « Gorgone » : dans son jargon, Marie-Thérèse Arbid, la directrice du service culturel. Dans Beyrouth écartelé, circuler entre Achrafieh, à l'est, et Hamra, à l'ouest, c'est Charybde à l'aller, Scylla au retour. Celle qu'on appelle M-T.A. est basée à Hamra. Elle fait quelques rares incursions à Achrafieh, place Sassine, où travaille l'équipe de l'Est dans un minuscule bureau de repli.

Sans rendez-vous, je me pointe, le jour indiqué, au 6e étage où se nichent les « bureaux de l'Est ». Une chaise orpheline devant une porte coulissante d'où s'échappent des hurlements confus. Je ne m'assois pas, j'attends. Une heure passe ainsi, la même voix tonnant sans discontinuer derrière les panneaux de bois qui finissent par s'ouvrir à grand fracas. Mes futures collègues Maria Chakhtoura, Frida Debbané et Nayla Abdelnour,

l'air contrit, entourent une petite forme drapée de noir, cheveux noirs très courts, regard noir, petits doigts embagoués, terminés de griffes rouges vif : M-T.A. Je gratte mes arrières-fonds de courage pour l'aborder. Je viens de la part... Je voudrais... Miracle, elle pose sur moi son regard noir encore zébré d'éclairs furibards. Sur le carrelage douteux mordu par un éclat d'obus, elle a lâché son grand sac noir qu'elle appelle « mon baignon-ville ». Croyant me décourager, elle me lance : « Venez me voir lundi à Hamra. » Gaby me révèle que Mahmoud fait la navette entre les deux bureaux pour transporter le courrier. Il a des laissez-passer homologués par les milices des barrages. Dans un hôtel de Hamra, le journal loue des chambres à l'année. Ledit lundi, déposée à *L'Orient-Le Jour* par Mahmoud, je fais la connaissance de Thérèse Saber, la secrétaire, postée à l'entrée, devant les toilettes. Elle m'indique le bureau de M-T.A. : « Suis la fumée ! » De la porte entrouverte s'échappent des fumerolles volcaniques. La petite dame en noir est agrippée à un téléphone gris à boutons, le bras entortillé dans le câble-ressort. Elle me fait signe de m'asseoir, me jette un paquet de cigarettes. Je ne fume pas. Pas encore. Mais je veux appartenir. J'allume. J'attends. Finalement, elle raccroche et me regarde comme si je tombais de la Lune. Je bafouille, ingénue : « Vous m'avez dit de venir, j'ai pris la voiture du jour-



De gauche à droite : Fifi Abou Dib, Frida Debbané et Nayla Abdelnour dans les bureaux de L'Orient-Le Jour à Accaoui. Photo Michel Sayegh / archives Nayla Abdelnour

nal, je dors à l'hôtel du journal. » M-T.A. se lève, hèle un plan-ton, pousse vers moi un volume de 500 pages : « Vous lisez l'arabe ? L'auteur vient à 16h. Préparez commentaire-interview. Venez chez moi avec le papier à 18h. » Elle disparaît. Je me plonge dans le livre, un recueil de haïkus dans la langue d'al-Mutanabbi. Je rédige sur une machine à écrire électrique qui fait un bruit de marteau piqueur. Je n'ai pas vu entrer le petit bonhomme rondouillard, affublé de lunettes loupes dont l'un des verres est fendu en dia-

gonale. Il tient une sorte de crécelle et m'approche en disant : « Je suis le sacristain de l'église du Rosaire. Nous avons des réfugiés. Tout le monde ici contribue. » Je fouille mes poches, sors un billet, il s'en va. Quelques minutes plus tard, entre un grand chauve, athlétique. Il parle un français soutenu. Apprenant que M-T.A. m'attend chez elle en soirée, il me conseille d'apporter de l'alcool. Le poète débarque enfin. L'entretien est rapide. Je pose mon point final et sors dans Hamra désert en quête d'une bouteille. Mes semelles collent à la chaussée grasse

qui dégage une odeur de grillon. Je happe, chez Driss, une bouteille de vodka que je cache comme je peux.

On est en plein ramadan, je ne veux offenser personne. Le Hezbollah, qui monte en puissance, détient plusieurs journalistes français dont on est sans nouvelles. Je frémis. Journaliste d'un jour, cette peur me légitime.

Je trouve l'appartement de M-T.A. Le petit deux-pièces a connu de meilleurs jours. Une belle terrasse mangée de jasmin et de bougainvillées fait observatoire sur les haillons de Beyrouth. Je suis embarrassée de mon papier et de ma bouteille. Elle me tutoie : « Pose ici. » Je voudrais qu'elle lise. Elle dit : « Avec quoi on nettoie les vitres, chez toi ? » Je réponds : « Avec des journaux. » Elle glousse : « Tu vois où vont nos chefs-d'œuvre ? Règle numéro 1, ne pas se prendre au tragique. Règle numéro 2 : ouvre bien les yeux, les oreilles et ton cœur, c'est tout ce qu'il y a à savoir. » La porte sonne : mon sacristain, qui n'est autre que Jean Issa, l'un des plus fins billettistes que *L'Orient-Le Jour* ait connus. Un peu plus tard le rejoint l'athlète : Christian Merville, chef du service international. Au temps pour moi, bizutée à peu de frais. On boit beaucoup. M-T.A. pleure. De Gorgone elle devient, avec son rimmel en débâcle, une sorte de Pierrot lunaire qui veut croire encore au retour des grands soirs. Entre ses sanglots revient un nom : « Dali ! Dali ! » Elle

pleure Dalida, partie en mai, emportant avec elle toute une époque où le glamour roulait les « r ».

Ce soir-là s'ouvrirait pour moi le premier chapitre d'un roman dont les protagonistes, hauts en couleur, promenaient entre les déchets de Beyrouth une élégance d'un autre âge qui les tenait droits. Ils couvraient le Moyen-Orient des années 80 dans un français *mid-century* qui décalait le temps et cultivait contre l'amertume un humour cynique.

Alors que je n'avais encore ni statut ni salaire, M-T.A. s'entortilla un jour dans le fil de son téléphone gris pour appeler, à l'Est, Amine Abou Khaled, le directeur de la rédaction. « La petite, je la veux », dit-elle à celui qui deviendrait, quelques années plus tard, mon mari. Grandir à *L'Orient-Le Jour* dans les années 1980, c'était participer à une merveilleuse aventure humaine sous l'aile de ces aînés confiants que le mauvais nuage de l'époque passerait comme tout passe. Ayant connu les plus belles années de Beyrouth, ils continuaient à vivre comme s'ils y étaient encore. Peut-être faisons-nous semblant de les croire, donnant le meilleur de nous-mêmes pour témoigner à notre tour de l'inqualifiable et du prodigieux, les yeux, les oreilles et nos cœurs grands ouverts. Sachant que le journal finit au nettoyage des vitres. Sachant que cela aussi permet d'y voir plus clair.



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



Grandir à « L'Orient-Le Jour »

Yara ABI AKL

Le centenaire d'un journal, on n'en témoigne qu'une seule fois. Vivre au sein de *L'Orient-Le Jour* en cette année 2024 est donc, en soi, une chance, un privilège. C'est une opportunité de comprendre et de constater l'importante contribution journalistique, historique et politique de cette institution qui a accompagné – et accompagne encore – le Grand Liban (né quatre ans seulement avant le journal) dans tous ses grands moments, les plus sombres comme les plus gais, aussi rarissimes soient-ils. Mais derrière tout ça, il y a tout un monde que les lecteurs ne vivent pas ou, du moins, ne voient pas.

De toute évidence, exercer le métier de journaliste n'est ni facile ni évident. Sauf que « chez nous », à *L'OLJ*, cela a un sens, un goût. Ici, on apprend qu'être journaliste, ce n'est pas seulement rapporter une

information et la transcrire sur le papier (qui a encore des lecteurs fidèles) ou sur le site web. Ce n'est pas non plus se lancer dans la compétition aveugle pour capter les lecteurs et augmenter son audience... Ici, on apprend qu'être journaliste, c'est transmettre toute l'actualité d'une manière intelligente et vigilante qui va au-delà des idées reçues et de la langue de bois, futile mais très fréquente. Être journaliste, c'est analyser, expliquer, avoir le courage de critiquer, de s'exprimer, de donner son avis et, avant tout, informer en ayant le souci de dissiper toute zone d'ombre qui pourrait noyer le lecteur dans le doute. Tout cela en respectant une règle d'or : « La rigueur, la rigueur, la rigueur », comme se plaît à le répéter un collègue-mentor.

On ne naît donc pas journaliste, on le devient. D'autant plus qu'au sein de la rédaction de *L'OLJ*, on n'a pas peur de vous voir grandir, vous émanciper, aller vers de nouveaux horizons et devenir un profession-



Grandir à « L'OLJ », c'est l'opportunité de côtoyer des vétérans du métier.
Photo Matthieu Karam

nel (ou presque) du métier. On en est fier. On n'hésite donc pas à vous inculquer, avec un sourire aux lèvres, tous les petits et grands secrets de la profession. Ceux-ci peuvent al-

ler du bon usage des guillemets et des virgules à la meilleure manière d'écrire un article avec le style le plus sobre, le plus clair et le plus simple possible, en passant par la façon de

raisonner, de remettre en question et d'analyser les discours et les prises de position des uns et des autres. Un bagage dont on a besoin pour informer l'opinion publique et (tenter de) comprendre l'actualité qui rythme notre quotidien, de l'absurdité et la violence inédite de la guerre à Gaza aux messages politiques latents d'un Hassan Nasrallah qui se veut le tireur de ficelles dans un Liban sans président, d'un Walid Joumblatt qui veut conserver son statut privilégié de centriste sur l'échiquier politique, ou encore d'un Gebran Bassil qui cherche à se préserver un rôle décisif dans un processus présidentiel qui peine encore à faire son chemin.

Il reste que tout cela ne résume pas le quotidien de *L'OLJ*. Car grandir au sein de ce journal, c'est aussi et – surtout – l'opportunité de côtoyer des vétérans du métier. Là aussi, on apprend beaucoup, des fois même sans le savoir. À commencer par la modestie et, bien évidemment, l'expertise de ceux qui, à certains mo-

ments du siècle écoulé, ont contribué à écrire et faire l'histoire de ce pays. C'est probablement ce qu'il y a de plus beau dans ce journal : l'interaction entre différentes générations qui évoluent sur des trajectoires parallèles pour apporter chacune son propre souffle à une institution qui, à 100 ans, est plus jeune que jamais.

Dans une perspective un peu plus large, faire partie de *L'Orient-Le Jour*, c'est « choisir ses batailles », pour reprendre les termes d'une collègue – elle aussi – mentor. Ce combat, c'est celui de la préservation des libertés sans aucune discrimination et en toutes circonstances. C'est la lutte pour les valeurs les plus nobles, le combat pour l'indépendance et la justice, mais aussi pour un Liban digne d'y passer sa vie, et surtout d'y imaginer un avenir.

Voilà, en quelques mots, ce qu'on apprend en grandissant avec et au sein de *L'OLJ*. Un parcours qui a commencé il y a maintenant neuf ans, et ne fait que démarrer...

RÉCITS

De Bagdad à Jérusalem, enfances en morceaux

Ils ont grandi en Irak, en Syrie ou en Palestine. Leurs histoires racontent des enfances et des adolescences malmenées par l'omnipotence des États, les guerres et le colonialisme.

Soulayma MARDAM BEY

Depuis l'automne dernier, un nouveau sigle utilisé par les travailleurs humanitaires raconte l'enfance prise pour cible. WCNSF. « Wounded child, no surviving family » ou « enfant blessé, sans famille survivante ». Dans la bande de Gaza, soumise par Israël à la pire campagne de bombardements du XXI^e siècle, enfants et adolescents sont les premières victimes de la guerre. En cinq mois, ils sont plus nombreux à y avoir été tués qu'en quatre ans à travers le monde. Parmi eux, 17 000 sont seuls : séparés des leurs, morts ou disparus.

Gaza est aujourd'hui le symbole de l'enfance martyrisée. Au-delà des chiffres, des images et des témoignages dépeignant l'horreur d'une guerre à l'intensité exceptionnelle, ce calvaire reflète aussi l'extrême vulnérabilité des plus jeunes, non seulement en Palestine, mais dans une partie de la région. L'enfance malmenée est symptomatique d'un quotidien où l'arbitraire est la norme. La rupture ordinaire. Demain, toujours incertain. La violence est parfois spectaculaire, parfois beaucoup plus souterraine.

Bien sûr, tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. De l'océan Atlantique à la mer Méditerranée, les maux ne sont pas identiques. Les formules autoritaires, comme le cérémonial des armes, y prennent mille et un visages. Mais une même réalité unit certains de ces terres. Sous l'emprise de menaces existentielles, beaucoup s'interrogent dès l'adolescence : faut-il partir à n'importe quel prix ou rester coûte que coûte ?

En Irak, en Syrie ou en Palestine, l'instabilité fait aujourd'hui système. Les perspectives sont limitées. Les conflits entrecoupés de trêves fragiles. Les paix à peine aperçues, aussitôt disparues. Les destins pris en otage par des jeux de puissances insurmontables. Naître palestinien, c'est grandir sous le régime omnipotent de l'occupation israélienne. Évoluer au rythme de la colonisation. Naître syrien ou irakien, c'est commencer à prendre conscience de son environnement dans des États morcelés ou en voie d'effondrement. À Damas, treize ans après le déclenchement du soulèvement contre le régime Assad et sa transformation progressive en conflit régional, la précarité a remplacé la permanence. Mais le dictateur, quoique diminué, est indéboulonnable. À Bagdad, en revanche, Saddam Hussein a chuté il y a plus de vingt ans. Mais les milices ont pris le relais.

Parmi les adultes d'aujourd'hui, certains sont suffisamment âgés pour



Des enfants libanais jouent au football près du poste de Jisr al-Hamma des forces de maintien de la paix de l'ONU, au passage entre le sud du Liban sous contrôle libanais et celui occupé par Israël, le 11 février 2000. Photo AFP

avoir vécu enfants ces moments de bascule. Ils se souviennent du monde d'avant avec nostalgie, tendresse ou chagrin. Mais veulent aux gémonies le monde d'après.

Enfances à l'école des Baas

Aziz el-Asmar, 51 ans, est originaire de Binnish, dans la province d'Idlib. Petit, il détestait l'école. Dans la Syrie des Assad, elle est le lieu privilégié de la domestication des esprits. Pour garantir la pérennité du régime, on met au pas les plus jeunes à peine commencent-ils à balbutier. « En primaire, nous étions à l'avant-garde du parti Baas, raconte-t-il. Au collège, puis au lycée, on devait porter l'uni-

forme militaire complet. Et quand nous arrivions en retard, nous étions sévèrement punis. On devait se raser les cheveux et ramper. » En dictature, l'école permet de contrôler les parents à travers leur progéniture. L'enfance menacée devient ainsi menaçante. Rusl Ahmad, 29 ans, l'a appris à ses dépens. Au CP, elle est une élève appliquée et veut obtenir la note maximale en dessin. Alors, à la maison, elle s'entraîne à faire le portrait de Saddam Hussein en essayant de calquer sa photo, celle que l'on retrouve sur toutes les premières pages de ses livres scolaires. Frustrée par la tâche, dégoûtée par le modèle, elle finit par s'ennerver. Mais tandis qu'elle s'apprête à déchirer l'original, sa tante la surprend et ramène toute la famille. Le père, les oncles et les tantes... ils débarquent dans sa

chambre, ferment la porte à double tour et la rouent de coups. Seule sa mère tente de l'épargner en suppliant les autres d'arrêter, en jurant de « mieux l'éduquer ». « Ils avaient très peur qu'un jour, j'en fasse de même à l'école. Si cela devait arriver, ils se retrouveraient tous derrière les barreaux », raconte cette native de Bagdad.

Enfances en guerre

Et puis la guerre est arrivée... La petite Rusl l'a vécue dans sa chair. Nous sommes en 2003. Les États-Unis envahissent l'Irak. Rusl Ahmad a huit ans. Avec ses proches, elle fuit Bagdad sous les bombes vers la province de Diyala. Les temps sont durs, la nourriture se fait rare. Les tourments sont nombreux. Mais quelques semaines après, rebelote, la famille est contrainte de prendre le chemin du retour pour échapper aux bombardements américains qui visent le gouvernorat où elle s'était réfugiée. La violence est partout, autant rester chez soi. Avant de partir, sur la place de l'école qui leur sert d'abri, l'une des tantes de Rusl se dévoile par désespoir et agite son hijab vers le ciel comme on arbore un drapeau blanc. « Je viens d'une famille très conservatrice. Ce moment restera toujours gravé dans ma tête », confie la jeune femme.

Sur le toit de son domicile, dans le quartier d'al-Thaoura à Bagdad, plus connu aujourd'hui sous le nom de Sadr City, l'enfant qu'elle était s'habitue à tomber nez à nez avec des militaires de la puissante armée du Mahdi en quête de lieux sûrs où se cacher et d'où mener des combats. Ils sont alors

en lutte contre l'occupant américain, recrutent en masse dans les faubourgs populaires de la capitale et du sud du pays martyrisés par l'ancien régime. Pour Rusl et les siens, cette intrusion dans le foyer est oppressante et non consentie. « Un jour où ils squattaient notre toit, un avion américain a largué une bombe et la moitié de la maison s'est écroulée », se remémore-t-elle.

Enfances en guerre

Les enfants de Aziz el-Asmar, eux, n'ont connu que la guerre ou presque. Ahmad a 18 ans et rêve de devenir le meilleur programmeur informatique de la planète. Mohammad en a 16, est passionné d'échecs et aspire à devenir chirurgien. Dans la province d'Idlib tenue par le groupe jihadiste Hay'at Tahrir al-Cham – la seule qui échappe encore aux mains du régime syrien –, ils ont grandi au rythme des bombardements des forces loyalistes et de ses protecteurs russe et iranien. Très vite, ils apprennent à reconnaître les avions de chasse rien qu'à leur son, à distinguer un Sukhoï d'un MiG. Obus, missiles et roquettes n'ont plus de secret pour eux. « Au début, les adultes essayaient de nous rassurer. Quand un avion bombardait la ville, ils nous disaient de ne pas nous inquiéter, qu'il devait sans doute s'agir de feux d'artifice, qu'il devait y avoir une fête ou un mariage non loin de nous », se souvient Ahmad al-Asmar. « Mais à force de voir des destructions, du sang et la Défense civile en train d'essayer de sauver des vies, on finit par comprendre... » Bien sûr, il arrive que l'enfance re-

prenne ses droits. Qu'un rai de lumière jaillisse d'entre les nuages et vienne à la rescousse d'une insouciance empêchée. Qu'un semblant de « normalité » s'impose momentanément. Dans les sous-sols où l'on s'abrite, on fait de viner aux autres des mots griffonnés sur des bouts de papier. Avec des cartons en guise de luge, on glisse sur des morceaux de plafond éventré. Souvent, durant les instants de répit, on joue au foot. Mais il est difficile d'oublier celui qui observe à défaut de pouvoir participer. « On a un ami qui a perdu sa jambe dans un bombardement. Sa place était avec nous sur le terrain. Vous imaginez ce qu'il doit ressentir ? » s'insurge Ahmad. Lui et Mohammad

Enfances en guerre

ont un petit frère, Omar, cinq ans aujourd'hui. Le 6 février 2023, à la maison, quelques secondes avant le séisme qui a ravagé la province, une coupure d'électricité a eu lieu. « Depuis, Omar pleure à chaque fois que cela arrive, comme s'il pensait qu'il s'agissait d'un "top départ" augurant le pire », dit Mohammad al-Asmar.

Enfances sous occupation

Du haut de ses deux décennies, Mohammad Hureini s'est déjà fait arrêter cinq fois par l'armée israélienne. Sa vie entière est rythmée par les crimes de l'occupation. Il est né dedans. Aucun souvenir d'enfance ne peut y échapper. Sa famille a trouvé refuge dans la zone désertique de Massafer Yatta, à l'extrême sud de la Cisjordanie, après son expulsion du Naqab en 1948.

Mohammad Hureini n'oubliera jamais les raids nocturnes des forces israéliennes en plein hiver, l'entrée fracassante des soldats dans les maisons du village, le saccage des intérieurs, l'expulsion des habitants dans le froid de la nuit, les mauvais traitements imposés à son père sous ses yeux d'enfant et les attaques des colons contre les autres gamins sur la route de l'école. Ou contre sa grand-mère alors qu'elle faisait paître ses moutons. Depuis qu'il a 13 ans, il milite et résiste pacifiquement dans le cadre de l'organisation Youth of Sumud. À partir des années 1980, l'État hébreu a décrété la majorité de Massafer Yatta terrain d'entraînement militaire, renvoyant ainsi la présence palestinienne dans l'illégalité. Au quotidien, les communautés doivent composer avec la destruction de leurs logements et des infrastructures, dont les établissements scolaires et les centres médicaux.

« Qu'est-ce que tu veux faire quand tu seras grand ? » Enfant, comme de nombreux petits garçons, Mohammad Hureini répondait « footballeur » à cette question. « Je n'ai pas prévu d'être activiste. C'est la situation qui m'a poussé dans cette direction », dit-il. « Si je ne bats pas pour mes droits, qui le fera ? » Comme Mohammad Hureini, Ashira Darwish, 37 ans, a pris conscience très tôt du caractère omnipotent de l'occupation. Il y avait ces jeunes qui, durant la première intifada, jetaient des pierres et se réfugiaient ensuite dans les maisons alentour. Et elle qui demandait toujours où étaient son grand-père et ses oncles et pourquoi elle ne pouvait pas les voir. « Ils étaient en fait réfugiés à Amman. Ils avaient été chassés de Jérusalem en 1967 », explique la trentenaire, aujourd'hui mère d'une fillette de quatre ans et d'un nourrisson de quelques semaines.

En 2001, au cours de la deuxième intifada, l'adolescente participe à nombre de manifestations qui donnent lieu à des affrontements avec les soldats israéliens. Mais sa mère a peur pour elle et craint que sa fougue ne finisse par lui jouer des tours. Elle l'exhorte à rejoindre un rassemblement où l'on proteste en chansons contre la fermeture par l'occupation de la Maison d'Orient, quartier général de l'OLP à Jérusalem-Est. C'est à cette occasion qu'Ashira Darwish sera battue, arrêtée, puis détenue pour la première fois. Elle avait 16 ans. « J'étais naïve. Je pensais que les policiers israéliens étaient un peu moins cruels que les soldats, confie-t-elle. J'ai compris alors que personne n'était en sécurité et que ma famille ne pouvait pas me protéger. » De cette expérience douloureuse naît une vocation : elle sera journaliste. Un choix qui entraînera, une fois adulte, deux autres détentions, autrement brutales. Ashira Darwish sera torturée. « Nous souffrons continuellement de troubles du stress post-traumatique, sauf que nous n'avons pas de "post" sous occupation. Vous sortez de prison pour entrer dans une prison plus grande et votre système nerveux n'est pas censé être régulé parce que vous pouvez être de nouveau arrêté. »

Selon les cultures, les classes sociales et les époques, les projections sur l'enfance diffèrent. Mais de Bagdad à Jérusalem, d'un âge à l'autre, les chocs s'accroissent comme les sédiments d'une roche. Les traumatismes sont intergénérationnels. Chaque catastrophe est chassée par une autre. Et à chaque fois, les enfants et les adolescents sont les premiers à souffrir.



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



Investment & Capital Bank



LES PLUMES CULTURELLES DE « L'OLJ »

Etel Adnan, ses impressions artistiques et la catastrophe sans fin

La poétesse, écrivaine, peintre, femme d'une immense culture, qui a partagé sa vie entre le Liban, la Californie et la France, a été reconnue sur le tard. Mais c'est très tôt qu'elle est apparue dans les colonnes de « L'Orient » d'abord, « Le Jour » juste après, et « L'Orient-Le Jour » après la fusion des deux quotidiens en 1971.

Maya GHANDOUR HERT

Auteure d'une œuvre protéiforme écrite en français ou en anglais et souvent autotraduite, Etel Adnan (1925-2021) portait en elle un condensé de différentes époques, de différentes civilisations. Son chaudron culturel a en effet fortement marqué son œuvre. Que ce soient ses écrits, en poésie ou en prose, ou sa peinture, d'apparence simple, mais transcendante. Un peu à l'image de sa forte personnalité, à la fois discrète et volontaire. C'est en 1964, le mercredi 5 août plus précisément, que le nom d'Etel Adnan est mentionné pour la première fois dans la page 4 de *L'Orient*. Un espace qui s'intitulait « Aux quatre vents de Beyrouth » et semait ainsi des nouvelles de la scène artistique libanaise.

« America, America, vue par une universitaire libanaise », dit le titre imprimé dans la police d'écriture « Vieux journal ». L'interlocutrice de l'auteur(e) inconnu(e) du billet : Etel Adnan, jeune femme libanaise installée depuis près de dix ans en Amérique. Suivent une dizaine de lignes dans lesquelles la professeure de philosophie et humanité au Dominican College de San Rafael (dans la région de San Francisco) explique pourquoi les conditions de travail en Amérique sont « admirables ».

Quatre ans plus tard, dans le quotidien *Le Jour*, le vendredi 9 août 1968, dans la page intitulée : « Culture du monde entier », entre un hommage au poète récemment disparu Béchara el-Khoury (connu également sous le pseudonyme el-Akhtal el-Saghir) et un billet sur le patrimoine africain et le théâtre, à côté de deux ou trois poèmes traduits de l'arabe, un petit encart consacré à une jeune femme née à Beyrouth, vivant aux États-Unis – mais qui « garde toujours sa nationalité libanaise » – où elle a publié, l'année dernière, en 1967, un recueil de poèmes intitulé : *Moonshots*. « Amie des peintres libanais – et peintre elle-même –, Etel Adnan a visité les ateliers de certains d'entre eux et elle communique, ci-dessous, ses impressions », lit-on en guise d'introduction.

Les deux journaux concurrents à l'époque – *L'Orient* et *Le Jour*, avant



Etel Adnan à Paris en 1955. Photo d'archives L'OLJ

leur fusion en 1971, se disputaient à l'évidence la plume de cette jeune femme d'une immense culture, qui promenait sa différence dans une capitale en proie à un bouillonnement culturel sans précédent.

La « réplique » de *L'Orient* ne tarde pas. Le jeudi 15 août 1968, à la une du journal, une photo étalée sur trois colonnes montre Etel Adnan et Cici Sursock en train de peindre une toile à quatre mains. L'article explique que Adnan en a eu l'idée après avoir effectué un séminaire de peinture collective chez un sculpteur américain, Dick O'Hanlon.

Quelle soit en Californie où elle enseigne la philosophie, ou en vacances au Liban, son pays d'origine, Etel Adnan ne manque jamais de souligner de sa plume très personnelle les événements marquants de la saison. Les deux quotidiens francophones convoient sa collaboration.

Mais le fouilleur des archives remarquera son penchant certain pour *L'Orient*, peut-être à cause de son amitié avec Amale Naccache, la fille du cofondateur du journal Georges Naccache. C'est donc dans ces colonnes-là qu'elle rend tant

tôt un hommage au compositeur et chef d'orchestre polonais Krzysztof Penderecki, tantôt à Bader Chaker Essayab sous la forme d'un leporello chinois (livre d'artiste en accordéon).

L'Occident et l'Orient, ici et là-bas, dont Adnan se situe aux confluent et en devient en quelque sorte une porte-parole attitrée.

Mercredi 28 novembre 1973. Un article de Christiane Saleh sur la première exposition libanaise d'Etel Adnan occupe une grande partie de la page culturelle. « Il est intéressant de constater comment Etel Adnan, poète engagée, essayiste virulente, a choisi pour sa peinture ce qu'il est convenu d'appeler la forme abstraite, c'est-à-dire ces volumes et ces jeux de composition d'abord intellectuels et apparemment dégageés de toute émotion », analyse avec finesse la journaliste.

Le jeudi 7 mars 1974, Etel Adnan signe un article sur le peintre Assem Stetié qui exposait à Gallery One, le premier d'une série de « chroniques artistiques » qui témoignent du dynamisme culturel de la capitale libanaise. « Parce que, dit-elle, aujourd'hui, Beyrouth pourrait bien être

l'Alexandrie de Durell. Il suffit de créer un mythe, les éléments y sont. »

Cet article consolide une collaboration avec *L'Orient-Le Jour* qui, même après le départ d'Etel Adnan du Liban en 1976, s'est poursuivie sporadiquement. Elle envoyait souvent des correspondances de Paris, pour applaudir la représentation de la pièce de Saadallah Wannous *Rituel pour des signes et métamorphoses* dans une mise en scène de Nidal al-Achkar (en 1997), ou encore pour livrer une fiche de lecture de *Vergers d'exil* (aux éditions Geuthner), un recueil de textes concernant Gabriel Bounoure, fondateur de l'École supérieure des lettres de Beyrouth ; ou, plus récemment, en 2018, un commentaire dans la page « Idées » sur le processus électoral libanais.

L'apocalypse arabe dans « L'Orient »

Parmi les écrits de Adnan, c'est sans doute ce qu'elle publie un certain 25 décembre 1968 qui retient notre attention. Avec une prose puissante et évocatrice, Etel Adnan invite les lecteurs de *L'Orient* à réfléchir sur les cicatrices de l'histoire et les espoirs de redemp-

tion dans un monde déchiré par la violence et la souffrance. Son poème est publié sur une page entière. Il s'intitule *Jébu*. Elle a entamé son écriture fin 1967, juste après la guerre israélo-arabe des Six-Jours. Empruntant le style et la tonalité des récits apocalyptiques juifs et chrétiens, elle décrit avec une poésie crue et saisissante les scènes de violence, les cris des victimes et la désolation des lieux. Mais au milieu de cette apocalypse moderne, Etel Adnan parvient également à capturer des moments de beauté et de résistance, où la dignité humaine brille malgré l'obscurité qui l'entoure.

Publiés en primeur dans ce journal, ce n'est qu'en 1971 que les poèmes sur la Palestine d'Etel Adnan seront publiés aux éditions P.S. Oswald à Paris.

Dans un entretien avec la cinéaste Jocelyne Saab en février 2013, Adnan avait expliqué : « Ce poème, je l'ai écrit fin 1967. Je me suis dit : Cette défaite est le début d'une spirale de défaites. C'était un tournant dans l'histoire arabe. C'était le début d'une catastrophe sans fin. En 1976, j'ai écrit *L'Apocalypse arabe*. Mais *Jébu*, c'est déjà l'Apocalypse des Arabes, pas seulement la défaite des Palestiniens. »

Le dimanche 7 mars 1971, Etel Adnan publie dans *L'Orient-Le Jour* *L'Express Beyrouth enfer*, un poème où elle décrit Beyrouth « comme une ville magique qui agit sur le monde comme un mauvais sort ».

Aujourd'hui, nous pouvons considérer à titre rétrospectif sa trilogie apocalyptique composée de : *Jébu* (1967), *L'Express Beyrouth enfer* (1970) et *L'Apocalypse arabe* (1975-1976). Une œuvre fondatrice, composée de poèmes sur la guerre certes, mais bien plus que cela. C'est une méditation profonde sur la nature de l'humanité et sur les défis auxquels elle est confrontée dans un monde en proie au chaos et à la destruction.

Dans *Jébu*, dont des extraits sont publiés ci-dessous, comme dans son œuvre en général, sa manière de contempler le monde se situe au croisement de ses identités orientale et américaine adoptive. Elle y puise une colère teintée de cynisme. Sa voix résonne avec justesse, aujourd'hui encore plus que jamais.

Écoutons la poète :

Villes mortes du XXIe siècle

Beyrouth et Tel-Aviv !

Ces jours-ci il faut apprendre à

compter si l'on veut survivre,

compter les tortures de Sarafand

dans les coupures géologiques de

l'Asie occidentale, des vautours

remercient le ciel de l'abondance

de leur nourriture : plus d'Arabes

morts que de cailloux dans ce désert !

Nous avons fait l'apprentissage de la

douleur à Alger vécu au moment heureux

et il nous faut recommencer.

Bruits...

Nous allons atomiser les montagnes pour

qu'il n'y ait plus de révélations,

la vérité sortira d'un puits

Jébu commande aux spectres qui

le poursuivent de se dissoudre dans la pa-

raffine des pharmacies de quartier,

le vent se lève...

FLASH-BACK

Etel Adnan et « L'Orient-Le Jour » : souvenirs communs

Son nom est indéfectiblement lié à notre journal qu'elle lisait tous les matins, où qu'elle se trouvait, affirmait-elle. S'il a toujours occupé les pages culturelles en tant qu'artiste de renommée internationale, elle y avait aussi apposé sa signature en tant que critique d'art entre 1973 et 1976. Elle aimait le rappeler aux journalistes du quotidien qu'elle croisait, dont l'auteurs de ces lignes.

Zéna ZALZAL

Ma première rencontre avec Etel Adnan remonte à 2015, lors de la présentation du spectacle *Ilek ya Baalbeck* au Festival d'Aix-en-Provence. Elle participait alors à une table ronde autour de cette production de grande envergure du Festival de Baalbeck montée autour d'un bouquet de créations variées signées des grands talents du pays du Cèdre, dont elle faisait évidemment partie. À peine nous avait-on introduites l'une à l'autre qu'elle me disait que nous étions en quelque sorte des collègues, puisqu'elle avait, elle aussi, écrit dans les pages culturelles de *L'Orient-Le Jour* dans les années d'avant-guerre. Elle était déjà une « icône », et cette simplicité dans l'approche l'honorait. Laura qui entourait sa personne, le profond respect mêlé d'affection que lui témoignait une assemblée d'artistes et intellectuels m'avaient impressionnée. Certes, elle avait reçu un an plus tôt l'insigne de chevalier des Arts et des Lettres des mains de Jack Lang. Mais elle n'était pas la seule dans cette salle à avoir été distinguée. Ce qui la faisait sortir du lot, ce qui l'a rendait particulière, je l'ai découvert ce jour-là, c'est cette lumière qui accompagnait ses propos, cette même lumière qui jaillissait de sa peinture. Ses mots étaient simples, clairs, sans emphase et pourtant d'une profondeur vertigineuse. Elle en faisait usage en tant que poétesse et philosophe, en tant que romancière, essayiste, artiste visuelle aussi... Mais sans jamais le départir de leur teneur personnelle, forgée à l'aune de son expérience humaine. C'est sans doute ce



Etel Adnan assise à sa table de peinture à son domicile à Paris. Zéna Zalzal/Archives L'OLJ

qui faisait sa différence, le charme de sa prise de parole qui sonnait toujours aux oreilles du receveur comme une conversation et non un discours.

Un constat qui s'est confirmé lors de la seconde et dernière rencontre que j'ai eu la chance d'avoir avec elle un an plus tard.

La page culturelle de *L'Orient-Le Jour* avait alors décidé de lancer une série de grands entretiens. Qui mieux qu'Etel Adnan pouvait inaugurer cette rubrique où l'esprit et le cœur étaient convoqués

au même titre ? Où des confidences personnelles pouvaient suivre des considérations sur l'art, la culture, le déploiement de la pensée ou encore les ressorts de la créativité ?

Grand entretien parisien

Rendez-vous fut donc pris pour un entretien chez elle à Paris un jour d'octobre 2016, à 15h pile. Ce jour-là coïncidait avec la veille de l'inauguration à l'Institut du monde arabe (IMA) de sa première grande exposition parisienne.

Et même si elle avouait une certaine fébrilité, elle avait tenu à accorder tout son temps à *L'Orient-Le Jour*, ce journal où elle avait fait ses premières armes, avait-elle confié d'emblée, presque en ouvrant la porte de l'appartement qu'elle partageait avec Simone Fattal, rue Madame, dans le très sélect et bobo quartier Saint-Sulpice.

Dans son domicile parisien où Etel Adnan m'avait reçue, l'Orient et l'Occident se mélangeaient avec cette harmonie, cette sorte de paisible évidence,

que l'on retrouve dans toutes ses œuvres écrites ou peintes. Si les tapis persans dissimulés aussi bien sur le sol que sur les canapés pouvaient étonner chez cette artiste à la modernité vibrante, la bibliothèque pleine de livres ainsi que des leporellos collés en frise tout le long d'un mur à hauteur du plafond étaient en revanche attendus chez cette amoureuse des mots et des couleurs. Aussi révélateur que parfaitement inattendu, un cheval à bascule, placé dans un coin du salon, ramenait le visage de l'enfance sur cette figure artistique devenue, dans les dernières années de sa vie, un monument !

Elle qui soutenait que « toute personne est plus ou moins en exil, réfugiée d'un pays ou d'un événement », avait ainsi recomposé, avec sa compagne dans cet appartement parisien, le chaleureux métissage qui fait le Liban. Ce pays où celle qui a toujours été présentée comme « une peintre et poétesse libano-américaine » est née en février 1925, juste quelques mois après la naissance de *L'Orient* en juillet 1924. Ce pays auquel elle vouait un attachement profond, pour y avoir grandi entre une mère grecque chrétienne et un père syrien musulman, officier de l'Empire ottoman, dont l'impressionnant portrait photographique trônait d'ailleurs dans son salon face à quelques-unes de ses propres peintures colorées.

Confidences et billets sur l'art

Dans cet univers qui lui ressemble, qui la dépeint sans mot dire, Etel Adnan s'était prêtée sans restriction au

jeu de l'interview fluide. Elle s'était confiée autant sur sa reconnaissance internationale tardive en tant qu'artiste que sur ses liens aussi forts que tumultueux avec le Liban. Elle avait égrené ses souvenirs d'enfance à Beyrouth, « ville parfumée au jasmin et à la fleur d'orange », et ceux du mont Tamalpais sur lequel s'ouvraient ses fenêtres à Sausalito, en Californie, où elle a vécu des décennies après son départ du Liban en 1976 et dont elle avait fait le motif récurrent de nombre de ses peintures. Elle avait révélé le besoin intrinsèque qu'elle avait de s'exprimer autant en mots qu'en couleurs, et les raisons pour lesquelles elle privilégiait les peintures de petit et moyen format. Elle s'était confiée sur ses engagements, ses colères, ses peurs, le prix qu'elle avait payé pour l'amour... Et elle était revenue avec une heureuse nostalgie sur ses années d'écriture à *L'Orient-Le Jour*. Entre 1973 et 1976, quand elle écrivait, disait-elle, « des billets sur l'art ». De cette expérience, elle nous avait affirmé avoir « conservé une sympathie profonde pour ce quotidien que je lis où que je sois tous les matins. Et un attachement au journalisme qui a été mon premier métier ». Des mots qui ne sonnaient pas dans le vide. La preuve : elle avait tenu à intégrer ce « grand entretien » paru dans *L'Orient-Le Jour* le 24 octobre 2016 dans un livre consacré à une sélection d'entretiens réalisés avec elle et intitulé *Un printemps inattendu*, publié en 2019 sous l'égide de la galerie Lelong qui la représente en France.



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de

